droit du pain pour quatre jours de marche; & que les Officiers Généraux, de même que ceux de l'Etat Major, seroient relâchés sur leur parole dès qu'ils le désireroient: Qu'il setoit libre à la République de payer la rançon des troupes aussi-tôt qu'elle le voudroit, & que pour en faciliter l'échange, elles ne seroient point conduites dans l'intérieur de la France, mais distribuées dans les Villes de Flandres, & dans les lieux des environs & c.

Autre pour la Ville, & les troupes de l'Impératrice Reine.

Par raport aux troupes Impériales Autrichiennes, il a été stipulé dans la Capitulation, que tant les Fantassins, les Diagons, & les Hussars de ces troupes, seroient prisonniers de guerre; qu'ils sortiroient sans être fouillés, ni dépouillés, & qu'on les conduiroit dans les Places les moins éloignées; que les Officiers emporteroient leurs armes & équipages; qu'il seroir permis aux malades & blessés des mêmes troupes, de rester dans la Ville, jusqu'à ce qu'ils fussent en état d'être transportés, & que les voitures d'eau & de terre leur seroient sournies aux frais du Pays : Que le Comte de Lannoy, Gouverneur, l'Etat Major de la Place & tous autres Généraux, Gouverneurs de Villes, ou de Provinces, & tous Officiers Autrichiens, de quelque caractére qu'ils fûssent, suivroient le sort de la Garnison; mais qu'ils auroient la liberté de se recirer sur leur parole où bon leur sembleroit, & qu'on leur accorderoit les Passeports nécessaires à cet effet. Que la même condition auroit lieu à l'égard des Officiers d'attillerie, des Ingénieurs, du Controlleur des fortifications, des Officiers, de l'Auditeur Général. de ceux du Commissariat & de la Sécretairerie de guerre, du Caissier de la guerre, de leurs Commis respectifs & de tous autres Employés au lervice.